

REVENDIGATIONS CONTRACTUELLES

PRÉSENTÉES PAR

L'ALLIANCE DE LA FONCTION PUBLIQUE DU CANADA



Public Service Alliance of Canada  
Alliance de la Fonction publique du Canada

BARGAINING PROPOSALS

PRESENTED BY

THE PUBLIC SERVICE ALLIANCE OF CANADA



Public Service Alliance of Canada  
Alliance de la Fonction publique du Canada

AU

**LA SOCIÉTÉ DU MUSÉE CANADIEN DES CIVILIZATIONS**

May 2013

TO

**CANADIAN MUSEUM OF CIVILIZATION CORPORATION**

May 2013

## **INTRODUCTION**

L'Alliance de la Fonction publique du Canada (AFPC) se réserve le droit de modifier ou de retirer ses revendications, d'en présenter de nouvelles ou encore de présenter des contre-propositions aux propositions de l'employeur, sans que cela porte atteinte à la position adoptée par le syndicat durant les négociations.

Il est proposé que soient renouvelés sans modification les articles, paragraphes, protocoles d'entente et tout autre élément de la convention actuelle non mentionnés expressément.

## **INTRODUCTION**

Without prejudice to the Public Service Alliance's position during the negotiations, the PSAC reserves the right to introduce new proposals, amend or withdraw its demands, or introduce counter-proposals to the Employer's demands.

Any Article, Clause, Memorandum of Understanding, or other matter not specifically referred in this document is proposed for renewal

**ARTICLE 2  
INTERPRÉTATION ET DÉFINITIONS**

2.02

- (i) Sauf indication contraire dans la présente convention, un « jour » de crédits de congé acquis ou d'autres droits à des congés équivaut à sept virgule cinq (7,5) heures dans le cas des employés des horaires « A » et « C », ~~et~~ à huit (8) heures dans le cas des employés de l'horaire « S » **et à douze (12) heures dans le cas des agents de sécurité (y compris les surveillants) qui effectuent des quarts de travail de douze (12) heures.**

Le syndicat se réserve le droit de soumettre d'autres propositions concernant l'article 2 une fois que la Société lui aura fourni des renseignements sur les employés à temps partiel et nommés pour une durée déterminée, la liste d'ancienneté et d'autres questions.

**ARTICLE 2  
INTERPRETATION AND DEFINITIONS**

2.02

- (i) Except as otherwise provided in this Agreement, a "day" of earned leave credits or other leave entitlements shall be equal to seven decimal five (7.5) hours for Schedule "A" and "C" employees, ~~and~~ eight (8) hours for Schedule "S" employees **and twelve (12) hours for Protection Officers (including supervisors) who are working twelve (12) hour shifts.**

The Union reserves the right to make additional proposals regarding Article 2 pending the Corporation's providing of information concerning term and part-time employees, the years of service list and other matters.

**ARTICLE 4  
RESPONSABILITÉS DE LA DIRECTION**

~~4.01 L'Alliance reconnaît que la gestion des activités est fixée exclusivement au sein de la Société et, sans limiter la généralité de ce qui précède, l'Alliance reconnaît qu'il appartient exclusivement à la Société :~~

- ~~a) D'assurer l'ordre, la discipline et l'efficacité et, dans le cadre de ces fonctions;~~
- ~~b) D'établir, de modifier et d'appliquer, de temps à autre, des règles et règlements, des politiques et des pratiques se rapportant au fonctionnement de la Société;~~
- ~~c) De sélectionner, d'embaucher et de muter des employés, de les affecter à des postes, de les promouvoir, de les rétrograder, de les classer, de les licencier, de les rappeler au travail ou de les mettre à la retraite;~~
- ~~d) De créer et de faire subir des tests afin d'aider la Société à définir les titres et qualités de l'employé;~~
- ~~e) De déterminer le lieu des activités, ainsi que leur essor ou leur compression, l'orientation des effectifs, la sous-traitance des tâches, les horaires des activités et du travail, le nombre de quarts de travail, la nature du travail et l'établissement des affectations des tâches ou du travail; de modifier, de grouper ou de supprimer des classifications; de définir les qualités que doit posséder un employé pour exécuter une tâche donnée; d'arrêter les politiques financières, ce qui comprend les méthodes de comptabilité générale et les relations avec les clients;~~

~~et ce, sous réserve de modifications apportées par voie de clauses particulières figurant dans la présente convention collective. Sauf dans les limites indiquées, la présente convention ne restreint aucunement l'autorité des personnes chargées d'exercer des fonctions de direction au sein de la Société.~~

**ARTICLE 4  
MANAGERIAL RESPONSIBILITIES**

~~4.01 The Alliance recognizes that the management of the operation is exclusively in the Corporation and without limiting the generality of the foregoing the Alliance acknowledges that it is the exclusive function of the Corporation to:~~

- ~~a) Maintain order, discipline and efficiency and in connection therewith;~~
- ~~b) Make, alter and enforce from time to time rules and regulations, policies and practices relating to the operation of the Corporation;~~
- ~~c) Select, hire, transfer, assign to shifts, promote, demote, classify, lay-off, recall or retire employees;~~
- ~~d) Establish and administer tests for the purpose of assisting the Corporation in determining an employee's qualifications;~~
- ~~e) Determine the location of operations, and their expansion or their curtailment, the direction of working forces, the contracting out of work, the schedules of operations and work, the number of shifts, job content, the establishment of work or job assignments; change, combine or abolish job classifications; determine the qualifications of an employee to perform any particular job; the determination of financial policies including general accounting procedures and customer relations;~~

~~Except as modified by specific language in this collective Agreement. Except to the extent provided herein, this Agreement in no way restricts the authority of those charged with managerial responsibilities in the Corporation~~

**ARTICLE 5  
RECONNAISSANCE SYNDICALE**

5.02 Pour chaque nouveau poste créé par la Société (et qui n'existait pas dans les certificats du CCRI mentionnés à la clause 5.01), la Société s'engage à informer le syndicat de la création du poste et de sa position quant à savoir si le poste doit être reconnu comme faisant partie de l'une des deux unités de négociation. Sur réception d'une demande écrite du syndicat ~~dans les quarante cinq (45) jours de cet avis~~, la Société rencontrera le syndicat afin de discuter de sa position quant à l'inclusion ou à l'exclusion de ce poste dans l'une ou l'autre des unités de négociation.

5.03 Au cas où les deux parties n'arrivent pas à s'entendre sur l'inclusion ou l'exclusion du poste, l'une ou l'autre des parties peut soumettre l'affaire à la décision du Conseil canadien des relations industrielles.

**ARTICLE 5  
RECOGNITION**

5.02 In the event that the Employer creates a new position (which did not exist in the CIRB certificates noted in 5.01), ~~it undertakes to~~ shall inform the Union of the creation of this new position together with the Employer's position as to whether such position is to be recognized as being part of either bargaining unit. Upon a written request from the Union ~~within forty five (45) days of notification to this effect~~, the Employer shall meet with the Union in order to discuss the Employer's position on the inclusion or exclusion of this position in either bargaining unit.

5.03 In the event that the parties fail to agree on whether the position shall be included or excluded, either party may refer the case to the Canada Industrial Relations Board for decision.

**ARTICLE 6  
TRAVAIL DES MEMBRES DE L'UNITÉ DE NÉGOCIATION**

- 6.01 (a) Les employés de la Société qui ne sont pas visés par les clauses de la présente convention ne doivent pas exécuter les tâches normalement confiées aux employés visés par la présente convention, sauf à des fins d'instruction ou d'expérimentation, ou dans des cas d'urgence lorsque les employés réguliers ne sont pas immédiatement disponibles;
- (b) Les fonctions des bénévoles demeureront dans les limites de la pratique existante au 1<sup>er</sup> avril 1997;
- (c) Aucun employé appartenant à l'unité de négociation ne sera licencié, ou subira une réduction d'heures de travail parce que ses tâches ont été confiées à des bénévoles.

- 6.02 **Aucun travail accompli par les employés de l'unité de négociation ne sera donné en sous-traitance ou privatisé.**  
~~La Société peut donner du travail en sous-traitance en autant que cela ne cause pas la cessation d'emploi involontaire d'employés à statut indéterminés. La Société peut réaffecter un employé ou convenir à une indemnité de départ avec le local pour faciliter la sous-traitance, en autant, toutefois, qu'en cas de réaffectation, le salaire soit protégé en vertu de l'article 28, clause 28.07.~~

**Le syndicat se réserve le droit de faire d'autres propositions à cet égard sous réserve de discussions avec l'employeur.**

**ARTICLE 6  
WORK OF THE BARGAINING UNIT**

- 6.01 (a) Employees of the Corporation not covered by the terms of this Agreement shall not perform duties normally assigned to those employees who are covered by this Agreement, except for the purposes of instruction, experimentation or in emergencies when regular employees are not readily available;
- (b) The functions of volunteers shall not be expanded beyond the extent of existing practice as of April 1, 1997;
- (c) No employee within the bargaining unit shall be laid off, or suffer any reduction in hours of work by reason of their duties being assigned to volunteers.

- 6.02 **The Corporation shall not contract out bargaining unit work.** ~~Provided that it does not cause the involuntary termination of indeterminate employees. The Corporation may redeploy an employee or agree on a termination package with the Local to facilitate contracting out, provided, however, that in the case of redeployment the salary is protected in accordance with Article 28, clause 28.07.~~

**Union reserves the right to make further proposals concerning this article pending discussion with the Employer.**

**ARTICLE 9  
UTILISATION DES LOCAUX DE LA SOCIÉTÉ**

9.04 La Société accepte de fournir au bureau de direction de l'Alliance un bureau protégé **dans ses locaux**, y compris un téléphone, **et ce sans frais pour le syndicat**. ~~étant entendu que le coût de location sera négocié entre le bureau de direction de l'Alliance et la Société.~~

**ARTICLE 9  
USE OF EMPLOYER FACILITIES**

9.04 The Corporation agrees to provide the Alliance Executive with the use of a secure Office **on the Corporation's premises** including a telephone **at no cost to the Union**. ~~With the cost of the rental to be negotiated between the Alliance Executive and the Corporation.~~

**ARTICLE 13  
CONGÉ PAYÉ OU NON PAYÉ POUR  
AFFAIRES SYNDICALES DE L'ALLIANCE**

13.04

- (i) La Société accordera un congé payé à **trois (3)** ~~deux (2)~~ employés pour leur permettre d'assister aux séances de négociation de la convention ~~pendant une durée maximale de trente (30) jours;~~
- (ii) La Société accordera un congé non payé à au plus quatre (4) employés pour leur permettre d'assister aux réunions préparatoires pour les négociations au nom de l'Alliance.

**ARTICLE 13  
LEAVE WITH OR WITHOUT PAY  
FOR ALLIANCE BUSINESS**

13.04

- (i) The Corporation shall grant leave with pay to **three (3)** ~~two (2)~~ employees for the purpose of attending contract negotiation meetings ~~for a maximum of thirty (30) days;~~
- (ii) The Corporation shall grant leave without pay for up to four (4) employees for the purpose of attending preparatory negotiation meetings on behalf of the Alliance.



**ARTICLE 16  
JOURS FÉRIÉS PAYÉS**

16.01 Sous réserve de la clause 16.02, les jours suivants sont des jours fériés payés pour les employés, y compris les employés temporaires :

- (a) le jour de l'An,
- (b) le Vendredi saint,
- (c) le Jour de Victoria,
- (d) la fête du Canada,
- (e) la fête du Travail,
- (f) l'Action de grâces,
- (g) le jour du Souvenir,
- (h) le jour de Noël,
- (i) le lendemain de Noël,
- (j) le lundi de Pâques,
- (k) une journée additionnelle chaque année, soit **la Fête nationale du Québec** pour les employés qui travaillent au Québec ou le premier lundi du mois d'août pour les employés qui travaillent en Ontario.
- (l) **une journée additionnelle chaque année, soit le 2 janvier pour les employés qui travaillent au Québec ou le troisième lundi du mois de février pour les employés qui travaillent en Ontario.**

**ARTICLE 16  
DESIGNATED PAID HOLIDAYS**

16.01 Subject to 16.02, the following days are designated paid holidays for the employees, including temporary employees:

- (a) New Year's Day
- (b) Good Friday
- (c) Victoria Day
- (d) Canada Day
- (e) Labour Day
- (f) Thanksgiving Day
- (g) Remembrance Day
- (h) Christmas Day
- (i) Boxing Day
- (j) Easter Monday
- (k) one additional day in each year, either **the National Holiday of Quebec** for employees working in Quebec or the first Monday in the month of August for employees working in Ontario.
- (l) **one additional day in each year, either January 2nd for employees working in Quebec or the third Monday in the month of February for employees working in Ontario.**

**ARTICLE 20  
AUTRES CONGÉS PAYÉS OU NON PAYÉS**

**20.01 ~~Congé de mariage payé~~**

**Remplacer l'article actuel par celui ci-dessous:**

- (a) **L'employé-e a droit une seule fois à un crédit de cinq (5) jours consécutifs de congé annuel payé le premier (1<sup>e</sup>) jour du mois suivant l'anniversaire de sa première (1<sup>e</sup>) année de service.**
  
- (b) **Les crédits de congé annuel prévus au paragraphe 20.01a) ci-dessus sont exclus de l'application de la clause 24.05 visant le report et épuisement des congés annuels.**

**20.02 Congé de deuil**

Aux fins de l'application de la présente clause, la proche famille se définit comme le père, la mère (ou encore le père par remariage, la mère par remariage ou un parent nourricier), le frère, la sœur, le conjoint (y compris le conjoint de fait qui demeure avec l'employé), l'enfant propre de l'employé (y compris l'enfant du conjoint de fait), l'enfant d'un autre lit ou l'enfant en tutelle de l'employé, le beau-père, la belle-mère, le grand-père, la grand-mère, un petit-fils ou une petite-fille de l'employé ou du conjoint, **d'un gendre, d'une belle-fille, d'un beau-frère ou d'une belle-sœur** ou un parent demeurant en permanence avec le ménage de l'employé ou avec qui l'employé demeure en permanence.

**ARTICLE 20  
OTHER LEAVE WITH OR WITHOUT PAY**

**20.01 ~~Marriage Leave with Pay~~**

**Replace current with:**

- (a) **An employee shall be credited a one-time entitlement of five consecutive days of vacation leave with pay on the first (1<sup>st</sup>) day of the month following the employee's first (1<sup>nd</sup>) anniversary of service.**
  
- (b) **The vacation leave credits provided in paragraph 20.01(a) above shall be excluded from the application of paragraph 24.05, dealing with the Carry-Over and/or Liquidation of Vacation Leave.**

**20.02 Bereavement Leave:**

For the purpose of this clause, immediate family is defined as father, mother (or alternatively stepfather, stepmother, or foster parent), brother, sister, spouse (including common-law spouse resident with the employee), child (including child of common-law spouse), stepchild or ward of the employee, father-in-law, mother-in-law, employee or spouse's grandfather, grandmother, grandchild, **son-in-law, daughter-in-law, brother-in-law or sister-in-law** or relative permanently residing in the employee's household or with whom the employee permanently resides.

a) Lorsqu'un membre de sa proche famille décède, l'employé est admissible à un congé de deuil de ~~cinq (5)~~ **sept (7)** jours civils consécutifs. Pendant cette période, l'employé est rémunéré pour les jours qui ne sont pas des jours de repos normalement prévus à son horaire. En outre, l'employé peut bénéficier d'un maximum de trois (3) jours de congé payé pour le déplacement qu'occasionne le décès;

~~b) L'employé a droit à un (1) jour de congé de deuil payé pour des raisons liées au décès d'un gendre, d'une belle-fille, d'un beau-frère ou d'une belle-sœur. En outre, l'employé peut bénéficier d'un maximum d'un (1) jour de congé payé pour le déplacement qu'occasionne le décès.~~

c) Lorsque, pendant un congé de maladie, un congé annuel ou un congé compensateur, l'employé devient admissible au congé de deuil payé en vertu des clauses 20.02 (a) ou (b), l'employé bénéficie du congé de deuil qui lui correspond et ses crédits de congé sont rétablis en fonction du congé de deuil payé qui lui est accordé;

Les parties conviennent que les circonstances entourant un congé de deuil sont basées sur des circonstances individuelles. Par conséquent, la Société peut, sur demande, et une fois qu'elle aura étudié les circonstances en question, accorder un congé plus prolongé et/ou d'une nature autre que celle qui est prévue à la clause 20.02 (a) et (b).

a) When a member of the employee's immediate family dies, an employee shall be entitled to a bereavement period of ~~five (5)~~ **seven (7)** consecutive calendar days. During such period the employee shall be paid for those days which are not regularly scheduled days of rest for the employee. In addition, the employee may be granted up to three (3) days leave with pay for the purpose of travel related to the death.

~~b) An employee is entitled to one (1) day's bereavement leave with pay for the purpose of bereaving the death of his or her son-in-law, daughter-in-law, brother-in-law or sister-in-law. In addition, the employee may be granted up to one day's leave with pay for the purpose of travel related to the death.~~

c) If, during a period of sick leave, vacation leave or compensatory leave, an employee is bereaved in circumstances under which he or she would have been eligible for bereavement leave with pay under clauses 20.02 (a) or (b), the employee shall be granted bereavement leave with pay and his or her paid leave credits shall be restored to the extent of any concurrent bereavement leave with pay granted;

d) It is recognized by the parties that the circumstances which call for leave in respect of bereavement are based on individual circumstances. On request the Corporation may, after considering the particular circumstances involved, grant leave with pay for a period greater than and/or in a manner different from that provided for in clause 20.02 (a) and (b).

## 20.03 Congé payé pour obligations familiales

- (a) Aux fins de l'application de la présente clause, famille s'entend du conjoint (ou du conjoint de fait qui demeure avec l'employé), des enfants à charge (y compris les enfants du conjoint de droit ou de fait) et du père et de la mère (y compris le père et la mère par remariage ou les parents nourriciers), **frères et sœurs**;

La famille comprend également un parent demeurant en permanence avec l'employé. Lorsqu'elle accorde le congé, la Société peut demander à l'employé de fournir la preuve que le parent demeure avec lui.

- (b) La Société accorde un congé payé dans les circonstances suivantes :

~~d'une durée maximale de deux (2) jours~~ pour le rendez-vous d'un membre de la famille à charge chez le médecin ou le dentiste lorsque la personne à charge est incapable de s'y rendre de son propre chef, ou pour des rendez-vous avec les autorités scolaires ou d'adoption appropriées. L'employé doit faire tout effort raisonnable pour fixer les rendez-vous des membres de la famille à charge chez le médecin ou le dentiste de manière à réduire au minimum ses absences au travail. L'employé qui demande un congé en vertu de cette disposition doit aviser son surveillant du rendez-vous aussi longtemps à l'avance que possible;

## 20.03 Leave with Pay for Family-Related Responsibilities

- (a) For the purpose of this clause, family is defined as spouse (or common-law spouse resident with the employee), dependent children (including children of legal or common-law spouse), **siblings** and parents (including step-parents or foster parents);

Family also includes a relative permanently residing with the employee. In granting leave, the Corporation may request proof from the employee that the relative resides with the employee.

- (b) The Corporation shall grant leave with pay under the following circumstances:

- (i) ~~up to two (2) days~~ for a medical or dental appointment when the dependent family member is incapable of attending the appointments by themselves, or for appointments with appropriate authorities in schools or adoption agencies. An employee is expected to make reasonable efforts to schedule medical or dental appointments for dependent family members to minimize their absence from work. An employee requesting leave under this provision must notify their supervisor of the appointment as far in advance as possible;

- (i) ~~d'une durée maximale de cinq (5) jours consécutifs~~ pour prodiguer des soins temporaires à un membre malade de sa famille;
- (ii) ~~d'une durée maximale de cinq (5) jours~~ pour les besoins directement rattachés à la naissance ou à l'adoption de son enfant;
- ~~(iii) d'une durée maximale de deux (2) jours par année financière pour permettre à l'employé de se rendre à ses propres rendez-vous chez le médecin ou chez le dentiste. L'employé doit faire tout effort raisonnable pour fixer ses propres rendez-vous chez le médecin ou le dentiste de manière à réduire au minimum ses absences au travail. L'employé qui demande un congé en vertu de cette disposition doit aviser son surveillant du rendez-vous aussi longtemps à l'avance que possible.~~
- (iv) assister à une activité scolaire, si le surveillant a été prévenu de l'activité aussi longtemps à l'avance que possible;**
- (vi) s'occuper de son enfant en cas de fermeture imprévisible de l'école ou de la garderie;**
- (vii) se rendre à un rendez-vous avec un conseiller juridique ou un para juriste pour des questions non liées à l'emploi ou avec un conseiller financier ou un autre type de représentant professionnel, si le surveillant a été prévenu du rendez-vous aussi longtemps à l'avance que possible.**
- (ii) ~~up to five (5) consecutive days of leave with pay~~ to provide for the temporary care of a sick member of the employee's family;
- (iii) ~~up to five (5) days of leave with pay~~ for needs directly related to the birth or to the adoption of the employee's child;
- ~~(iv) up to two (2) days per fiscal year for the employee to attend his or her own medical or dental appointments. An employee is expected to make reasonable efforts to schedule medical or dental appointments for themselves to minimize their absence from work. An employee requesting leave under this provision must notify their supervisor of the appointment as far in advance as possible.~~
- (v) to attend school functions, if the supervisor was notified of the functions as far in advance as possible;**
- (vi) to provide for the employee's child in the case of an unforeseeable closure of the school or daycare facility;**
- (vii) to attend an appointment with a legal or paralegal representative for non-employment related matters, or with a financial or other professional representative, if the supervisor was notified of the appointment as far in advance as possible.**

(c) Le nombre total de jours de congé payés qui peuvent être accordés en vertu des sous-alinéas (b)(i), (ii), (iii), (iv), **(v)**, **(vi)** et **(vii)** ne dépasse pas cinq (5) jours au cours d'une année financière.

(c) The total leave with pay which may be granted under sub-clauses (b)(i), (ii), (iii), (iv), **(v)**, **(vi)** and **(vii)** shall not exceed five (5) days in a fiscal year.

#### **20.xx Congé de bénévolat**

- a) Sous réserve des nécessités du service telles que déterminées par l'Employeur et sur préavis d'au moins cinq (5) jours ouvrables, l'employé-e se voit accorder, au cours de chaque année financière, une seule période d'au plus sept virgule cinq (7,5) heures de congé payé pour travailler à titre de bénévole pour une organisation ou une activité communautaire ou de bienfaisance, autre que les activités liées à la Campagne de charité en milieu de travail du gouvernement du Canada.
- b) Ce congé est pris à une date qui convient à la fois à l'employé-e et à l'Employeur. Cependant, l'Employeur fait tout son possible pour accorder le congé à la date demandée par l'employé-e.

#### **20.xx Volunteer Leave**

- a) Subject to operational requirements as determined by the Employer and with an advance notice of at least five (5) working days, the employee shall be granted, in each fiscal year, a single period of up to seven decimal five (7.5) hours of leave with pay to work as a volunteer for a charitable or community organization or activity, other than for activities related to the Government of Canada Workplace Charitable Campaign.
- b) The leave will be scheduled at times convenient both to the employee and the Employer. Nevertheless, the Employer shall make every reasonable effort to grant the leave at such times as the employee may request.

#### **20.xx Congé avec étalement du revenu**

À sa demande et avec l'assentiment de la Société, l'employé-e peut réduire le nombre de semaines de travail au cours d'une période de 12 mois, en prenant un congé non payé dont la durée varie entre un minimum de cinq (5) semaines et un maximum de trois (3) mois, et continuer de toucher un revenu proportionnel établi sur la période de 12 mois. La pension et les autres avantages seront calculés comme si l'employé-e était en congé payé. Les demandes pour de tels congés ne seront pas refusées sans motif raisonnable.

#### **20.xx Leave with Income Averaging**

Upon request and with the concurrence of the Corporation, an employee shall be entitled to reduce the number of weeks he/she works in any 12-month period by taking leave without pay for a minimum of five (5) weeks to a maximum of three (3) months, with income averaged over the full 12-month period. Pension and other benefits will be calculated as if the employee was on paid leave. Requests for leave under this clause shall not be unreasonably denied.

**20.xx Rendez-vous médical**

**Un employé(e) bénéficie de deux (2) heures de congé payé par visite pour se rendre à un rendez-vous chez le médecin ou le dentiste. Toute heure passée à un rendez-vous chez le médecin ou le dentiste en plus de ces deux (2) heures peut, à la discrétion de l'employeur, être déduite des congés de maladie de l'employé(e).**

**20.xx Medical Appointments**

**An employee shall be granted two (2) hours per visit with pay to attend medical or dental appointments. Any hours spent at medical or dental appointments beyond the two (2) hours may, at the employer's discretion, be deducted from the employee's sick leave.**

**ARTICLE 24  
CONGÉS ANNUELS**

24.01

- (a) L'employé de l'horaire « A » ou « C » acquiert des crédits de congé annuel à l'égard de chaque mois civil pendant lequel il ou elle touche la rémunération d'au moins soixante-quinze (75) heures à raison de :
- (i) 9,375 heures (15 jours par année) jusqu'au mois où survient son ~~sixième (6<sup>e</sup>)~~ **cinquième (5<sup>e</sup>)** anniversaire de service;
  - (ii) 12,5 heures (20 jours par année) à partir du mois où survient son ~~sixième (6<sup>e</sup>)~~ **cinquième (5<sup>e</sup>)** anniversaire de service;
  - (iii) ~~13,75 heures (22 jours par année) à partir du mois où survient son quinzième (15<sup>e</sup>) anniversaire de service;~~
  - (iv) ~~14,375 heures (23 jours par année) à partir du mois où survient son seizième (16<sup>e</sup>) anniversaire de service;~~
  - (v) 15,625 heures (25 jours par année) à partir du mois où survient son ~~dix-huitième (18<sup>e</sup>)~~ **quinzième (15<sup>e</sup>)** anniversaire de service;

**ARTICLE 24  
VACATION LEAVE**

24.01

- (a) A Schedule "A" or "C" employee shall earn vacation leave credits for each calendar month in which the employee receives at least seventy-five (75) hours pay at the following rates:
- (i) 9.375 hours (15 days per year) until the month in which the anniversary of the employee's ~~sixth (6<sup>th</sup>)~~ **fifth (5<sup>th</sup>)** year of service occurs;
  - (ii) 12.5 hours (20 days per year) commencing with the month in which the employee's ~~sixth (6<sup>th</sup>)~~ **fifth (5<sup>th</sup>)** anniversary of service occurs;
  - (iii) ~~13.75 hours (22 days per year) commencing with the month in which the employee's fifteenth (15<sup>th</sup>) anniversary of service occurs;~~
  - (iv) ~~14.375 hours (23 days per year) commencing with the month in which the employee's sixteenth (16<sup>th</sup>) anniversary of service occurs;~~
  - (v) 15.625 hours (25 days per year) commencing with the month in which the employee's ~~eighteenth (18<sup>th</sup>)~~ **fifteenth (15<sup>th</sup>)** anniversary of service occurs;



(vi) 18,75 heures (30 jours par année) à partir du mois où survient son ~~vingt-huitième (28<sup>e</sup>)~~ **vingt-cinquième (25<sup>e</sup>)** anniversaire de service.

(b) L'employé de l'horaire « S » acquiert des crédits de congé annuel à l'égard de chaque mois civil pendant lequel il touche la rémunération d'au moins 80 heures à raison de :

(i) 10 heures (15 jours par année) jusqu'au mois où survient son ~~sixième (6<sup>e</sup>)~~ **cinquième (5<sup>e</sup>)** anniversaire de service;

(ii) 13,33 heures (20 jours par année) à partir du mois où survient son ~~sixième (6<sup>e</sup>)~~ **cinquième (5<sup>e</sup>)** anniversaire de service;

~~(iii) 14,66 heures (22 jours par année) à partir du mois où survient son quinzième (15<sup>e</sup>) anniversaire de service;~~

~~(iv) 15,33 heures (23 jours par année) à partir du mois où survient son seizième (16<sup>e</sup>) anniversaire de service;~~

(v) 16,66 heures (25 jours par année) à partir du mois où survient son ~~dix-huitième (18<sup>e</sup>)~~ **quinzième (15<sup>e</sup>)** anniversaire de service;

(vi) 20 heures (30 jours par année) à partir du mois où survient son ~~vingt-huitième (28<sup>e</sup>)~~ **vingt-cinquième (25<sup>e</sup>)** anniversaire de service.

(vi) 18.75 hours (30 days per year) commencing with the month in which the employee's ~~twenty-eighth (28<sup>th</sup>)~~ **twenty-fifth (25<sup>th</sup>)** anniversary of service occurs.

(b) A Schedule "S" employee shall earn vacation leave credits for each calendar month in which the employee receives at least 80 hours pay at the following rates:

(i) 10 hours (15 days per year) until the month in which the anniversary of the employee's ~~sixth (6<sup>th</sup>)~~ **fifth (5<sup>th</sup>)** year of service occurs;

(ii) 13.33 hours (20 days per year) commencing with the month in which the employee's ~~sixth (6<sup>th</sup>)~~ **fifth (5<sup>th</sup>)** anniversary of service occurs;

~~(iii) 14.66 hours (22 days per year) commencing with the month in which the employee's fifteenth (15<sup>th</sup>) anniversary of service occurs;~~

~~(iv) 15.33 hours (23 days per year) commencing with the month in which the employee's sixteenth (16<sup>th</sup>) anniversary of service occurs;~~

(v) 16.66 hours (25 days per year) commencing with the month in which the employee's ~~eighteenth (18<sup>th</sup>)~~ **fifteenth (15<sup>th</sup>)** anniversary of service occurs;

(vi) 20 hours (30 days per year) commencing with the month in which the employee's ~~twenty-eighth (28<sup>th</sup>)~~ **twenty-fifth (25<sup>th</sup>)** anniversary of service occurs.

24.02 ~~La clause 24.02 s'applique à tous les employés qui sont des employés de la Société au 1<sup>er</sup> avril 1997.~~

24.02 ~~Clause 24.02 applies to all employees who are employees of the Corporation as of April 1, 1997.~~

Aux fins de la clause 24.01 seulement, « service » désigne toute période de service, continue ou discontinue, auprès de la Société **ou d'un autre société d'État, ou** au sein de la fonction publique fédérale ~~avant le 1<sup>er</sup> juillet 1990~~. Cette période de service est prise en compte dans le calcul des crédits de congé annuel, sauf lorsqu'une personne reçoit ou a reçu une indemnité de départ en quittant la Société, ~~ou~~ la fonction publique fédérale **ou un autre société d'État**. Cependant, cette exception ne s'applique pas à l'employé qui a touché une indemnité de départ au moment de son licenciement et qui est réaffecté au sein de la Société dans l'année (1) qui suit la date dudit licenciement.

~~24.03 La clause 24.03 s'applique à tous les employés embauchés après le 1<sup>er</sup> avril 1997.~~

~~Aux fins de la clause 24.01 seulement, « service » désigne le service continu auprès de la Société. Cependant, un licenciement pour une période inférieure à douze (12) mois n'est pas considéré comme une interruption de service, mais le service ne continue pas à s'accumuler durant la période de licenciement.~~

For the purpose of clause 24.01 only, "service" means all service with the Corporation, ~~and service with the Federal Public Service~~ **or with other Crown Corporations,** ~~prior to July 1, 1990~~, whether continuous or discontinuous. All such service shall count toward vacation leave except where a person who, on leaving the Corporation, the Federal Public Service **or another Crown Corporation,** takes or has taken severance pay. However, the above exception shall not apply to an employee who receives severance pay on lay-off and is reappointed to the Corporation within one (1) year following the date of lay-off.

~~24.03 Clause 24.03 applies to all employees hired after April 1, 1997.~~

~~For the purpose of clause 24.01 only, "service" means continuous service with the Corporation. However, a lay-off of less than twelve (12) months shall not be considered to be a break in service. Service shall not continue to accrue during the period of the lay-off.~~

**ARTICLE 25  
HEURES DE TRAVAIL**

Le syndicat entend soumettre des propositions concernant l'article 25 une fois que la Société lui aura transmis les renseignements sur l'unité de négociation et que les deux parties auront discuté des méthodes d'établissement des horaires et des appendices « C » et « D ».

**ARTICLE 25  
HOURS OF WORK**

The Union intends to make proposals regarding Article 25 pending the Corporation's providing of bargaining unit information and pending discussion with the Corporation concerning scheduling practices and Appendices C and D.

**ARTICLE 26**  
**RENTRÉE AU TRAVAIL, RAPPEL AU TRAVAIL ET DISPONIBILITÉ**

Le syndicat entend soumettre des propositions concernant l'article 26 une fois que la Société lui aura transmis les renseignements sur l'unité de négociation et que les deux parties auront discuté des méthodes d'établissement des horaires.

**ARTICLE 26**  
**REPORTING, CALL-BACK AND STANDBY**

The Union reserves the right to make proposals regarding Article 26 pending the Corporation's providing of bargaining unit information and pending discussion with the Corporation concerning scheduling practices.

**ARTICLE 22  
CONGÉ D'ÉTUDES NON PAYÉ ET CONGÉ DE  
PERFECTIONNEMENT PROFESSIONNEL**

22.03 Congé de perfectionnement professionnel payé

La Société encourage le perfectionnement professionnel de ses employés sous forme de cours, de séminaires, de congrès, de conférences et de différents autres moyens qui se rattachent au travail des employés.

(a) Sur demande écrite de l'employé et avec l'approbation de la Société, le congé de perfectionnement professionnel payé peut être accordé pour toute activité dont il est fait mention à la clause 22.03 ci-dessus. **Les demandes pour de tels congés ne seront pas refusées sans motif raisonnable;**

- (b) Les employés en congé de perfectionnement professionnel touchent le remboursement de toutes les dépenses raisonnables de voyage et autres, y compris les frais d'inscription qu'ils ont engagés et que la Société juge justifiés;
- (c) ~~L'employé n'a droit à aucune rémunération en vertu de l'article 27 (Heures supplémentaires) et de l'article 29 (Temps de déplacement) pendant le temps qu'il est en congé de perfectionnement professionnel visé par le présent article, à moins que l'employé qui assiste à une conférence ou à un congrès à la demande avec l'approbation de la Société pour représenter les intérêts de la Société, auquel cas l'employé est réputé être de service et, au besoin, en situation de voyage.~~

**ARTICLE 29  
TEMPS DE DÉPLACEMENT**

29.04 Aux termes du présent article, la rémunération n'est pas versée pour le temps que met l'employé à se rendre à des cours, à des séances de formation, à des conférences et à des séminaires à moins que la Société **donne l'approbation** demande à l'employé de s'y rendre.

**ARTICLE 22  
EDUCATION LEAVE WITHOUT PAY AND  
CAREER DEVELOPMENT LEAVE**

22.03 Career Development Leave With Pay

The Corporation shall encourage career development for its employees through courses, seminars, conventions, conferences and various other sources that are related to the employee's work.

(a) Upon written application by the employee and, with the approval of the Corporation, career development leave with pay may be given for any one of the activities described in clause 22.03 above. **Requests for such leave may not be unreasonably denied;**

- b) An employee on career development leave shall be reimbursed for all reasonable travel and other expenses, including registration fees incurred by them which the Corporation may deem appropriate;
- c) ~~An employee shall not be entitled to any compensation under Article 27 (Overtime) and Article 29 (Travelling Time) during time spent on career development leave provided for in this Article, unless the An employee who attends a conference or convention at the request with the approval of the Corporation to represent the interests of the Corporation, in which case, the employee shall be deemed to be on duty, and as required, in travel status.~~

**ARTICLE 29  
TRAVELLING TIME**

29.04 Compensation under this Article shall not be paid for travel time to courses, training sessions, conferences and seminars, unless the employee is ~~required~~ **authorized** to attend by the Corporation.

**ARTICLE 31  
EXPOSÉ DES FONCTIONS ET CLASSIFICATION**

31.01 Sur demande, l'employé reçoit un organigramme à jour décrivant le classement de son poste dans l'organisation, une description complète et à jour de son poste faisant état de son niveau de classification et de ses tâches et responsabilités dans ce poste, les réponses au questionnaire d'évaluation des emplois concernant son poste et l'échelle de rémunération établie pour le poste.

31.02 Si, au cours de la durée de la présente convention, un nouveau plan de classification est adopté ou si le plan de classification est modifié de sorte que de nouveaux niveaux sont instaurés, la Société négociera les taux de rémunération et les règles de conversion touchant la rémunération des employés lorsqu'ils sont transposés aux nouveaux niveaux.

31.03 Tous les postes et tous les postes nouvellement créés de l'unité de négociation sont évalués conformément au plan de classification.

31.04 Modifications apportées à la classification

Lorsque la Société a modifié dans une large mesure les fonctions et attributions du poste d'un employé, elle réévaluera le poste ~~à la demande de l'employé~~ et communiquera les résultats par écrit à l'employé **et le syndicat**.

**ARTICLE 31  
STATEMENT OF DUTIES AND CLASSIFICATION**

31.01 Upon request, an employee shall be provided with a current organization chart depicting the employee's position's place within the organization, a complete and current job description which shows their classification level and the duties and responsibilities for their position, the responses to the Job Evaluation questionnaire for their position and the compensation attributed to the position.

31.02 If, during the term of this Agreement, a new classification plan is adopted or the classification plan is modified such that new levels are introduced, the Corporation shall negotiate the rates of pay and the conversion rules affecting the pay of the employees on their movement to the new levels.

31.03 All positions and all newly created positions in the bargaining unit shall be evaluated in accordance with the classification plan.

31.04 Changes in Classification

When the duties and responsibilities of an employee's position have been substantially modified by the Corporation, ~~on request of the employee~~, the Corporation shall reevaluate the position and shall give the employee **and the Union** the results in writing.

**ARTICLE 34  
CONSULTATION MIXTE**

34.01 **Les parties reconnaissent les avantages mutuels qui découlent d'une consultation mixte se déroulant dans un esprit constructif et sérieux.**

**ARTICLE 34  
JOINT CONSULTATION**

34.01 The parties acknowledge the mutual benefits to be derived from meaningful and constructive joint consultation.

**ARTICLE 37**  
**GRIEFS CONCERNANT LA DOTATION EN PERSONNEL**

En menant l'enquête, les membres du comité, ~~après avoir signé une «Entente de non divulgation de renseignements confidentiels»~~, ont accès à tous les documents qui ont trait au concours ou à la mesure de dotation en personnel, ou aux deux. Les membres du comité ont le droit d'interroger toute personne qu'ils jugent nécessaire afin de remplir le mandat de façon fructueuse. Si l'un ou l'autre membre du comité a de la difficulté à avoir accès aux documents ou à interroger des personnes, la question est signalée au directeur administratif pour qu'il règle la question.

**ARTICLE 37**  
**STAFFING GRIEVANCES**

In conducting the investigation, the Board Members, ~~upon signing a "Confidential Information Non-Disclosure Agreement"~~, shall have access to all documentation relating to the competition and/or staffing action. The Board Members shall have the right to interview any individuals whom either deems necessary for the purpose of successfully completing the mandate. Should either Board Member have difficulty with access to documentation or interviewing individuals, the matter shall be brought to the attention of the Chief Operating Officer for resolution.



**ARTICLE 40  
EMPLOYÉS À TEMPS PARTIEL**

Le syndicat entend soumettre des propositions concernant l'article 40 une fois que la Société lui aura transmis les renseignements sur l'unité de négociation et que les deux parties auront discuté de la prime versée en guise d'avantages sociaux et d'autres sujets.

**ARTICLE 40  
PART-TIME EMPLOYEES**

The Union shall make proposals regarding Article 40 pending the Corporation's providing of bargaining unit information and pending discussion with the Corporation concerning premium-in-lieu of benefits and other matters.

**ARTICLE 41  
LICENCIEMENT**

- 41.01 **La Société a pour politique d'optimiser les possibilités d'emploi pour les employées et employés nommés pour une période indéterminée en situation de réaménagement des effectifs, en s'assurant que, dans toute la mesure du possible, on offre à ces employées et employés d'autres possibilités d'emploi. On ne doit toutefois pas considérer que le présent article assure le maintien dans un poste en particulier, mais plutôt le maintien d'emploi.**
- 41.02 La Société avisera le local de toute proposition de réduction dans la main-d'œuvre aussitôt que possible.
- 41.03 Lorsque les services d'un employé ne sont peut-être plus requis par la Société, la période d'avis peut être payée sous forme d'un montant forfaitaire équivalent au salaire acquis pendant la période d'avis requise.
- 41.04 Lorsque les tâches et responsabilités du poste cessent d'exister avant l'expiration de la période d'avis applicable, le reste de la période d'avis sera, sur demande de l'employé, payé sous forme d'un montant forfaitaire équivalent au reste du salaire à acquérir pendant cette période. Cependant, ces demandes de remboursement ne pourront être acceptées que sur consultation de la Division des Ressources humaines. Un remboursement en vertu de la clause 41.01 est réputé satisfaire aux exigences de la clause 41.05.
- 41.05 Les cas de licenciement envisagés feront l'objet d'une discussion avec la section locale conformément à l'article 34 (consultation mixte) afin de trouver des façons d'aider les employés.
- 41.06 Les dispositions du présent article ne s'appliquent pas aux employés lorsqu'une cessation temporaire de leur emploi est attribuable à la fermeture des activités du musée, ce qui peut découler d'une urgence ou d'autres besoins du service.

**ARTICLE 41  
LAY-OFF**

- 41.01 **It is the policy of the Corporation to maximize employment opportunities for indeterminate employees affected by workforce adjustment situations, primarily through ensuring that, wherever possible, alternative employment opportunities are provided to them. This should not be construed as the continuation of a specific position or job but rather as continued employment.**
- 41.02 The Corporation will provide notice to the Local regarding any proposed reduction in the workforce as far in advance as possible.
- 41.03 When an employee's service may no longer be required by the Corporation, the notice period may be paid out in a lump sum equivalent to the salary earned during the required notice period.
- 41.04 In cases where the duties and responsibilities of the position cease to exist before the expiry of the applicable notice period, the remaining notice period shall, at the request of the employee be paid out in a lump sum equivalent to the salary left to be earned in the remaining notice period; however, such requests for pay-out shall only be accepted once consultation has occurred with Human Resources. Pay-outs under clause 41.01 shall be deemed to satisfy the requirements of clause 41.05.
- 41.05 Cases of contemplated lay-off shall be discussed with the Local in accordance with Article 34 (Joint Consultation) to explore ways of assisting employees.
- 41.06 The provisions of this Article shall not apply to employees where a temporary cessation of their employment is affected due to a shutdown of Museum operations which may come as

- 41.07 L'employé touché par un licenciement temporaire peut choisir d'utiliser les crédits acquis de congé annuel et de congé compensatoire pour retarder le début du licenciement temporaire.
- 41.07 a result of an emergency or of other operational requirements. An employee affected by a temporary lay-off may elect to use earned vacation and compensatory leave credits to delay the commencement of the temporary lay-off.
- 41.08 La Société est réputée ne pas avoir licencié un employé lorsqu'il est mis fin aux services de l'employé à la fin d'une nomination pour une durée spécifiée. Toutefois, l'employé temporaire recevra un préavis de deux (2) semaines ou une rémunération tenant lieu d'avis de la cessation de sa nomination.
- 41.08 The Corporation shall be deemed not to have laid off an employee where the employee's services are terminated at the end of a specified period appointment. However, a temporary employee shall be given two (2) weeks notice or pay in lieu of notice of the termination of their appointment.
- 41.09 (a) Là où la réduction en main-d'œuvre proposée ne peut être accomplie par processus d'attrition dans les titres de postes affectés, les parties se rencontreront afin d'entamer des consultations sérieuses sur les façons de minimiser ou d'éviter les licenciements. Ces consultations comprendront la considération d'options telles que la réaffectation, ou le redéploiement à un poste vacant ou une affectation temporaire pour laquelle l'employé rencontre les exigences de base ou pour laquelle ces exigences peuvent être acquises dans une période de quatre (4) mois. Un employé réaffecté ou redéployé à un poste vacant ou une affectation temporaire **comportant un taux de rémunération maximal assecible inférieur, est réputé avoir conservé à toutes fins utiles, son ancien group et niveau**; recevra une protection salariale en vertu de l'article 28, clause 28.07;
- 41.09 (a) Where proposed reduction in the workforce cannot be accomplished through attrition in the affected job titles, the parties will meet to engage in meaningful consultation concerning ways to minimize or avoid lay-offs. Such consultation will include the consideration of such options as reassignment or redeployment to a vacant position or temporary assignment where the employee meets the basic requirements or where such requirements can be acquired within a four (4) month time period. An employee who is reassigned or redeployed to a vacant or temporary assignment **having a lower lower attainable maximum rate of pay will be granted salary protection in accordance with Article 28, clause 28.07; shall be deemed to have retained for all purposes the former group and level.**
- (b) Dans le cas que la Société détermine qu'il n'existe aucune option possible de réaffectation ou le redéploiement, les employés seront licenciés **selon leur titre d'emploi et par ordre inverse d'ancienneté.**
- (b) In the event the Corporation determines that no options for reassignment or redeployment are possible, employees shall be subject to lay-off **by job title, in reverse order of service.**

41.10 **ENLÈVE.**

41.11 ~~La présente disposition s'applique uniquement aux employés qui étaient des employés de la Société le 1<sup>er</sup> juillet 1990.~~

La Société maintient l'usage courant de donner par écrit à chaque employé touché un avis de licenciement, aussi longtemps que possible avant le licenciement, mais en aucun cas moins que ce qui suit :

- (i) quatre (4) mois, lorsque l'employé se voit offrir, et refuse un autre poste au sein de la Société et, dans tout autre cas;
- (ii) six (6) mois **pour tous les autres employés.**

41.10 **REMOVE.**

41.11 ~~This provision applies only to permanent employees who were employees of the Corporation on July 1, 1990.~~

The Corporation shall continue the current practice of providing written notice of lay-off to each employee so affected as far in advance of the lay-off as is practicable, but in no case less than the following:

- (i) four (4) months **for employees with less than fifteen (15) years of service** ~~where the employee is offered and refuses another position within the Corporation and, in any other case and;~~
- (ii) six (6) months **for all other employees.**

#### 41.12 Liste de rappel

La liste de rappel entrera en vigueur à partir de la date d'avis de licenciement jusqu'à trois (3) mois après la date du départ de l'employé de la Société. L'employé doit confirmer par écrit avant son licenciement qu'il désire être inscrit à la liste de rappel; autrement, le processus de rappel sera automatiquement renoncé et l'employé sera licencié selon les procédures de licenciement de l'article 41 et n'aura aucun droit de rappel.

- (a) Un employé permanent à temps plein aura la priorité de rappel pour le poste qu'il détenait avant la date de licenciement en préférence à tous les autres candidats, en autant que cet employé est qualifié pour effectuer les tâches et responsabilités du poste vacant.
- (b) **Si deux employés ou plus répondent au critère énoncé en (a), le poste est offert à l'employé ayant le plus d'ancienneté.**

#### 41.12 Recall List

The recall list shall be in effect from the date of notice of lay-off until three (3) months following the date of severance of the employee from the Corporation. The employee must confirm in writing prior to lay-off that they wish to be placed on the recall list; otherwise the recall procedure is automatically waived and the employee will be laid-off in accordance with the lay-off procedures under Article 41 and will not have recall rights.

- (a) A permanent full-time employee will have priority for recall to the position he/she occupied on the date of lay-off, in preference to all other candidates, provided that he/she is qualified to perform the duties and responsibilities of the vacant position.
- (b) **Should more than one employee meet the criteria contained in (a) above, the position shall be offered to the employee with the most service.**

**Le syndicat se réserve le droit de soumettre d'autres propositions concernant l'article 41 une fois qu'il aura discuté avec la Société de la fermeture de galeries permanentes, notamment la salle du Canada et la salle des personnalités canadiennes.**

**The Union reserves the right to make additional proposals regarding Article 41 pending discussion with the Corporation concerning planned closures of permanent galleries such as the Canada Hall and the Canadian Personalities Hall.**

**ARTICLE 47  
RÉGIMES D'AVANTAGES SOCIAUX**

Le syndicat se réserve le droit de soumettre des propositions concernant l'article 47 une fois que la Société lui aura transmis les renseignements sur les régimes d'avantages sociaux.

**ARTICLE 47  
BENEFIT PLANS**

The Union reserves the right to make proposals regarding Article 47 pending the Corporation's providing of information related to benefit plans.

**ARTICLE 48**  
**DOTATION EN PERSONNEL**

- 48.01 La Société convient que la sélection d'un candidat à un poste pour lequel l'Alliance est l'agent négociateur sera faite en conformité avec **cet Article**. ~~le principe du mérite et les politiques de la Société sur la dotation en personnel.~~
- 48.02 Les normes de sélection établies par la Société pour chaque poste sont raisonnables par rapport aux fonctions du poste à pourvoir.
- 48.03 Les critères de sélection comprendront les éléments suivants : compétences clés, expérience, qualifications, connaissances, aptitudes et habilités requises afin d'exécuter les fonctions du poste.
- 48.04 La Société donnera une considération préférentielle à un employé qui a reçu un avis de licenciement et qui travaille pendant la période d'avis, et qui satisfait aux exigences de base du poste, ou qui peut acquérir ces aptitudes ~~de base dans une période de quatre (4) mois.~~
- 48.05 Si deux candidats ou plus à l'interne sont considérés également qualifiés ~~en termes de pointages~~ suite au processus de sélection, tout en respectant les critères de sélection énoncés à la clause 48.03, la préférence sera donnée au candidat qui a le plus de service avec la Société.
- 48.06 Si un candidat à l'interne et un candidat à l'externe sont considérés ~~également qualifiés en termes de pointages~~ suite au processus de sélection, tout en respectant les critères de sélection énoncés à la clause 48.03, la préférence sera donnée au candidat interne.
- 48.07 Si un employé se fait offrir un poste **de statut équivalent**, ~~soit sur une base permanente ou temporaire à temps plein ou à temps partiel~~ suite à l'avis de licenciement et qu'il refuse le poste, alors

**ARTICLE 48**  
**STAFFING**

- 48.01 The Corporation agrees that the selection of any candidate for a position for which the Alliance is the bargaining agent shall be made in accordance with **this Article**. ~~The merit principle and the Corporation's Staffing Policies.~~
- 48.02 The selection standards established by the Corporation for each position shall be reasonable in relation to the duties of the position being filled.
- 48.03 The selection criteria shall include the following elements: core competencies, experience, qualifications, knowledge, skills and abilities that are required to perform the duties of the position.
- 48.04 The Corporation shall give preferential consideration to an employee who has received notice of lay-off and who is working the notice period, and meets the basic requirements of the position or where such basic requirements can be acquired ~~within a four (4) month time period.~~
- 48.05 Should two or more internal candidates be considered equally qualified ~~in terms of point ratings~~ following the selection process with respect to the selection criteria outlined in clause 48.03, preference will be given to the candidate with the most service with the Corporation.
- 48.06 Should an internal and external candidate be considered ~~equally qualified in terms of point ratings~~ following the selection process with respect to the selection criteria outlined in clause 48.03, preference will be given to the internal candidate.
- 48.07 If an employee is offered a position **of equivalent status**, ~~either on a permanent, temporary full-time or part-time basis~~ further to the Notice of Lay-Off, and refuses the position, then



l'employé sera considéré licencié selon les provisions de l'article 41- Licenciement de la convention collective et ne sera donc plus considéré comme candidat interne pour des postes futurs.

the employee is deemed laid-off according to the provisions of Article 41- Lay-Off in the collective agreement and therefore not subject to further consideration as an internal candidate for future positions.

48.08 Cette clause s'applique aux hôtes, aux guides et aux animateurs **permanents et** temporaires à ~~temps partiel~~ :

48.08 This clause applies to **permanent and** temporary ~~part-time~~ Hosts, Guides and Animators:

Lorsque la Société décide de combler un poste vacant permanent dans le même titre de poste tel qu'occupé par l'employé, le suivant s'appliquera :

When the Corporation decides to fill a vacant permanent position, in the same job title as occupied by the employee, the following will occur:

- a) Un employé temporaire ayant au moins un (1) an de service, et avec le plus de service et qui satisfait aux exigences de base du titre du poste et qui a obtenu une évaluation de rendement satisfaisante, sera offert le poste;
- b) Si l'employé temporaire refuse l'offre du poste permanent, l'employé devra alors immédiatement confirmer son refus par écrit au chef d'équipe respectif qui enverra ensuite une copie aux Ressources humaines;
- c) Le poste sera ensuite offert à l'employé temporaire suivant, tel que décrit au paragraphe (a) ci-dessus;
- d) Dans l'éventualité qu'aucun employé temporaire admissible n'accepte le poste, le processus de dotation normal s'appliquera.

- a) A temporary employee, with at least one (1) year of service, and with the most service, and who meets the basic requirements of the job title and has received a satisfactory performance evaluation, will be offered the position;
- b) If the temporary employee refuses the offer for the permanent position, then the employee will confirm his/her refusal in writing immediately to the respective Team Leader who will forward a copy to Human Resources;
- c) The position will then be offered to the next temporary employee, as per (a) above;
- d) In the event that no eligible temporary employee accepts the position, the normal staffing process will apply.

**ARTICLE 50  
UNIFORMES, MATÉRIEL ET OUTILS**

Le syndicat se réserve le droit de soumettre des propositions concernant l'article 50 une fois que la Société lui aura transmis les renseignements sur ses procédures normales d'exploitation.

**ARTICLE 50  
UNIFORMS, EQUIPMENT AND TOOLS**

The Union reserves the right to make proposals regarding Article 50 pending the Corporation's providing of information related to its Standard Operating Procedures.

**ARTICLE 53  
STATIONNEMENT**

Le syndicat se réserve le droit de soumettre des propositions concernant l'article 53 une fois que la Société lui aura transmis les renseignements sur sa politique en matière de stationnement.

**ARTICLE 53  
PARKING**

The Union reserves the right to make proposals regarding Article 53 pending the Corporation's providing of information related to its Parking Policy.

### **SALAIRES, PRIMES, RÉMUNÉRATION**

Pendant les négociations, le syndicat déposera une revendication globale sur l'administration de la paye, les salaires, les primes et la rémunération une fois que la Société lui aura transmis les renseignements sur l'unité de négociation, la paye et d'autres informations pécuniaires.

### **WAGES, PREMIUMS, COMPENSATION**

In the course of negotiations, the union shall table a comprehensive set of proposals concerning pay administration, wages, premiums and other remuneration pending the Corporation's providing of bargaining unit, payroll and other economic data.

**LETTRE D'ENTENTE  
POSTES À TEMPS PARTIEL**

Le syndicat se réserve le droit de soumettre des propositions sur la création d'emplois d'une durée indéterminée une fois que la Société lui aura transmis les renseignements sur l'unité de négociation.

**LETTER OF UNDERSTANDING  
PART-TIME POSITIONS**

The union reserves the right to table proposals concerning the creation of indeterminate positions pending the Corporation's providing of bargaining unit data.

**ARTICLE XX - NOUVEAU  
FONDS DE JUSTICE SOCIALE**

L'Employeur contribue un cent (0,01 \$) par heure travaillée au Fonds de justice sociale de l'AFPC, et ce, pour toutes les heures travaillées par tous les employé-e-s de l'unité de négociation à partir de la date à laquelle le Fonds de justice sociale de l'AFPC est déclaré «organisme de bienfaisance» par l'Agence du revenu du Canada. La société reverse sa contribution au bureau national de l'AFPC quatre fois par année, soit au milieu du mois qui suit la fin de chaque trimestre d'exercice. Les sommes versées au Fonds serviront exclusivement aux objectifs énoncés dans les Lettres patentes du Fonds de justice sociale de l'AFPC.

**ARTICLE XX - NEW  
SOCIAL JUSTICE FUND**

The Corporation shall contribute one cent (1¢) per hour worked to the PSAC Social Justice Fund and such contribution will be made for all hours worked by each employee in the bargaining unit, commencing on the date that the PSAC Social Justice Fund receives charitable status from the Canada Revenue Agency. Contributions to the Fund will be made quarterly, in the middle of the month immediately following completion of each fiscal quarter year, and such contributions remitted to the PSAC National Office. Contributions to the Fund are to be utilized strictly for the purposes specified in the Letters Patent of the PSAC Social Justice Fund.